

# "Il y a une volonté délibérée de cacher ce qui se passe au Venezuela"

Alex ANFRUNS

19 avril  
2015



Le président des États-Unis, Barack Obama, vient de publier un décret qui déclare le Venezuela comme étant « une menace inhabituelle et extraordinaire » pour son pays... Afin d'apporter un éclairage sur les faits et la portée de ces déclarations, Investig'Action offre à ses lecteurs une interview exclusive de Son Excellence Antonio Garcia, Ambassadeur de la République Bolivarienne du Venezuela pour le Royaume de Belgique, le Luxembourg et l'Union Européenne.

**Nous venons de voir certains parlementaires de la droite européenne voter, le 12 mars, une résolution qui condamne fermement le Venezuela et qui présente les leaders de l'opposition vénézuélienne, Leopoldo López et Antonio Ledesma, comme des victimes, une déclaration qui ne dit pas un mot des preuves impliquant certains de ces personnages dans une tentative de coup d'État. Ces mêmes parlementaires ont par contre refusé d'accorder le même statut aux victimes des guarimbas\* qui eurent lieu l'an passé et se refusent à reconnaître les faits concernant la tentative de Coup d'État du 12 février de cette année. Comment analysez-vous cette attitude de deux poids deux mesures de la part des parlementaires européens, attitude qui coïncide et s'aligne totalement sur la position nord-américaine ?**

Si un mandat d'amener a été émis par les tribunaux compétents c'est parce que des éléments à charge, en nombre suffisant, existent. Nous croyons qu'il en est ainsi parce que le Venezuela est un pays de Droit et la Cour Suprême de Justice a instruit avec un sérieux extrême toutes les causes qui lui ont été soumises, et pas seulement le dernier, mais la totalité des dossiers. Je vous donne un exemple : il y a peu, un manifestant lié à l'opposition a été assassiné. Nous avons déploré et condamné ce fait malheureux. En réalité, nous l'avons condamné un très grand nombre de fois. Bien ; aussitôt, les pouvoirs publics se sont emparés de cette affaire : le Procureur a ouvert une instruction, le Juge a lancé un mandat d'arrêt et, aujourd'hui, ce fonctionnaire, membre des forces de l'ordre, est sous le coup d'une inculpation et se trouve en détention. Nos institutions démocratiques ont fait la démonstration qu'elles travaillent avec sérieux et qu'elles respectent la loi et l'État de Droit. Mais voilà, les États-Unis veulent cacher et taisent le fait, par exemple, que les 43 victimes de l'année dernière, dans leur grande majorité, plus de 90 %, étaient de simples passants, pas des manifestants. Et ces 43 morts furent la conséquence directe des guarimbas violentes organisées par les groupes extrémistes qui agissent au Venezuela.

**Nous savons que les États-Unis et l'Union Européenne, depuis toujours, se servent d'une rhétorique fondée sur la défense des Droits de l'Homme... Cependant, ces discours sont en contradiction avec la réalité, avec, par exemple, le soutien constant qu'ils apportent à des groupes animés par une idéologie extrémiste dans des pays comme la Libye, la Syrie ou l'Ukraine. On peut dire que ce discours vise à préserver leurs intérêts et on n'a jamais pu démontrer son efficacité pour la défense des Droits de l'Homme dans les pays concernés.**

C'est ainsi. Ni l'empire nord-américain ni les groupes de droite au Parlement Européen n'ont fait la moindre mention du vil assassinat du jeune député vénézuélien Robert Serra, assassinat commis par des sicaires colombiens dument identifiés. Ils ne mentionnent pas davantage les plans terroristes abominables de Laurent Saleh, le leader des manifestations violentes, qui visaient des banques, des écoles, des organismes publics et privés... comme cela est prouvé par des vidéos.

Personne ne mentionne le fait que 10 militaires des forces aériennes du Venezuela sont actuellement sous les verrous et sous le coup d'une inculpation suite à leur implication dans la tentative de Coup d'État prévue pour le 12 février, qui prévoyait le bombardement par un avion militaire de certains centres névralgiques tels que Telesur, le Conseil National Électoral... et qui, fatalement, aurait provoqué de nombreuses victimes.

Lorsque ces bombes éclatent au milieu de la population civile, elles ne font pas la différence entre les partisans et les opposants au gouvernement. Dans n'importe quel pays du monde, si 10 militaires sont traduits en justice pour tentative de Coup d'État, cela fait les gros titres de tous les médias. Oui, au Venezuela comme dans le monde entier. Mais non, nous ne voyons rien de cela à l'étranger parce qu'il y a une volonté délibérée de cacher ce qui se passe véritablement au Venezuela.

Ce décret de l'empire des États-Unis qui déclare le Venezuela « menace inhabituelle et extraordinaire » pour leur sécurité nationale est la preuve que les États-Unis sont derrière la tentative de Coup d'État au Venezuela et qu'ils continueront d'essayer de renverser un gouvernement démocratique comme le nôtre. C'est pourquoi je veux profiter de cet entretien pour vous remercier de nous permettre de témoigner de la réalité dans notre pays et d'expliquer ce qui s'y passe réellement.

**On peut dire que ce décret apporte en quelque sorte la preuve du déclin des États-Unis et de leur exaspération, d'une part face aux avancées des pays émergents, au plan international, et, d'autre part, face au renforcement des pays d'Amérique Latine, au plan régional. Mais cette situation est aussi le fruit de l'extraordinaire vision géopolitique de Hugo Chávez, fondée sur la défense d'un monde multipolaire...**

Tout à fait. Je partage ton point de vue. Ce sont les défaites importantes que le peuple du Venezuela a infligées à ces tentatives de Coup d'État depuis que le Président Chávez a été élu président qui ont conduit l'empire des États-Unis à se retrouver de plus en plus isolé, désespéré, et à adopter cette conduite schizo-phrénique à l'encontre du Venezuela et essentiellement à l'encontre de son peuple. Parce que lorsque les États-Unis mettront en œuvre leurs prochaines actions contre le Venezuela, par exemple en décrétant un blocus ou en nous attaquant militairement, ils ne vont pas faire de distinction entre ceux qui sont favorables au gouvernement et ses opposants. C'est tout le peuple du Venezuela qui en supportera les conséquences. Nous avons déjà mis en garde à ce propos lorsque les États-Unis ont décidé des sanctions contre des fonctionnaires vénézuéliens, en décembre 2014. La droite, chez nous, prétendit alors que ces sanctions étaient dirigées contre des individus et non contre le pays, mais nous avons démontré que c'était faux. Nous avons expliqué qu'après les sanctions nous connaîtrions l'escalade des plans d'intervention au Venezuela sous une forme ou une autre. Et c'est exactement ce à quoi nous assistons. Et c'est pourquoi nous voulons le dénoncer et attirer l'attention de la communauté internationale sur la réalité de cette situation.

Je voudrais terminer en vous remerciant à nouveau et en lançant un appel à vos lecteurs pour qu'ils signent [cette pétition internationale](#) qui exige du président Obama l'abrogation de ce décret déshonorant.

**LE VENEZUELA N'EST PAS UNE MENACE, C'EST UN ESPOIR**

[Lettre au Peuple des Etats-Unis : Le Venezuela n'est pas une menace](#) de Nicolas Maduro, Président de la République Bolivarienne du Venezuela

\* (NdT) Les guarimbas furent des manifestations violentes d'opposition au gouvernement du président Maduro, pendant lesquelles eurent lieu des affrontements avec les forces de l'ordre, des provocations et des tirs de snipers sous faux drapeau pour entretenir l'insécurité et le désordre et essayer de galvaniser et faire grossir l'opposition au gouvernement légitime... sans doute la version vénézuélienne de ces tactiques dites de « regime change » mises en application lors des « révolutions colorées » et, plus récemment, à Kiev.

Illustration réalisée par BAF.F !

*Traduit de l'espagnol par Manuel pour Investig'Action*

Source : Investig'Action

31 mars 2015

»» <http://www.michelcollon.info/Il-y-a-une-volonte-deliberee-de.html>